

Perspectives

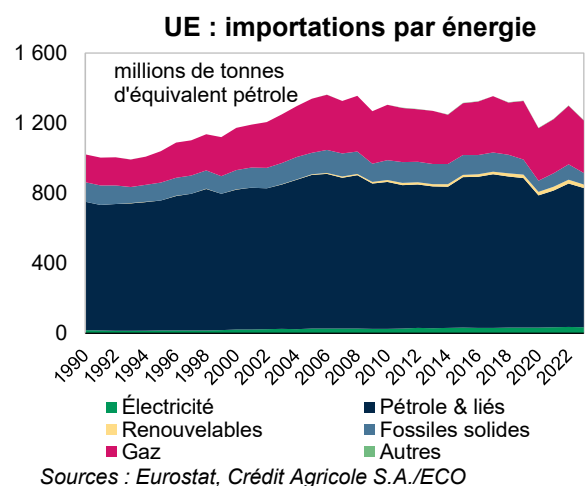
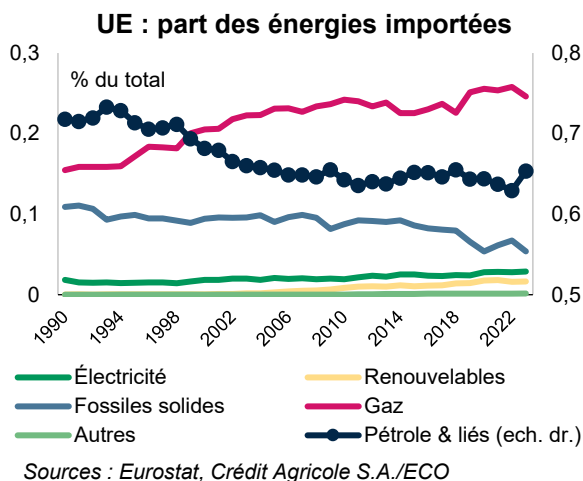
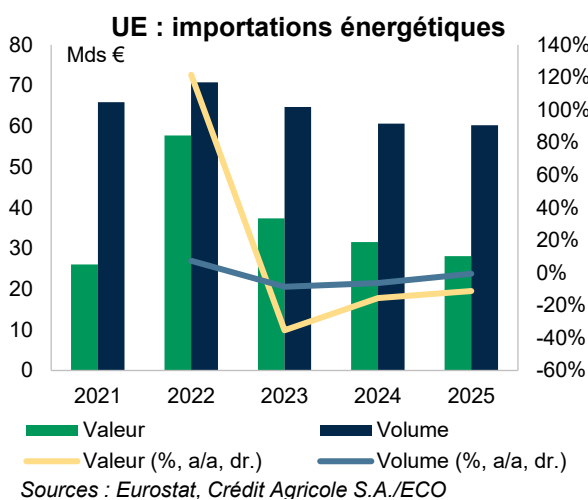
N°26/092 – 17 avril 2026

UNION EUROPÉENNE – Des dépendances à géométrie variable

Alors qu'après le choc de la guerre en Ukraine, la valeur moyenne des importations énergétiques de l'Union européenne (UE) en 2025 renoue avec ses niveaux pré-2022 (28,1 Mds € en 2025 contre 26,1 Mds € en 2021), les récents événements au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz mettent en lumière la multiplicité des dépendances européennes aux importations énergétiques.

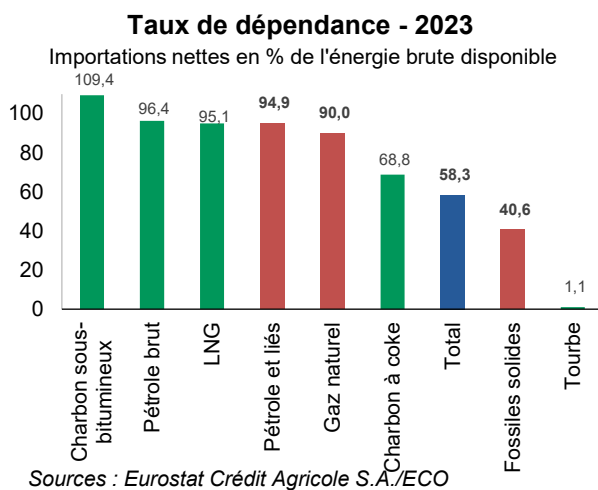
L'abandon progressif des importations de gaz russe (avec le plan *RepowerEU*), ainsi que les embargos sur les importations de pétrole brut et raffiné (décembre 2022 et février 2023) – à la suite de l'invasion de l'Ukraine – ont engendré un fort surcoût des importations énergétiques pour les consommateurs européens *via* un effet prix (+122% entre 2021 et 2022). Depuis 2022, les importations de biens énergétiques en volume et en valeur sont en recul (respectivement -15% et -51%), ce qui a permis à l'UE de réduire sa facture énergétique et la part de l'énergie dans le total de ses importations, de 22,8% en 2022 à 13,2% en 2025.

Si, historiquement, l'UE est importatrice de pétrole et de produits pétroliers (72% de l'énergie importée en 1990, contre 65% en 2023), le gaz représente également un enjeu important pour la souveraineté énergétique européenne : le volume importé a presque doublé entre 1990 et 2023 (+90%). Cette évolution s'est notamment faite au détriment des carburants fossiles solides (charbon, lignite et coke) et de la tourbe, dont le volume a reculé de 41% sur la même période. Les autres énergies importées ont vu leurs volumes fortement augmenter, même si elles représentent



toujours une fraction minoritaire du total : l'électricité (+86% mais seulement 3% des importations), les énergies renouvelables et les biocarburants (+7 779% pour 2% du total importé) et les autres énergies (nucléaire, déchets, chaleur) connaissent la plus forte croissance (+61 359% mais seulement 0,1% du total importé).

Ces évolutions pourraient laisser croire à un recul des besoins en pétrole et en produits pétroliers étrangers, compensé par une hausse des importations de gaz. Pourtant, **les taux de dépendance de l'UE à ces deux énergies témoignent d'une vulnérabilité toujours très marquée** : 95% de son pétrole et 90% de son gaz consommés proviennent de l'étranger, dans un contexte où la dépendance énergétique moyenne – toutes énergies confondues – atteignait déjà 58% en 2023.

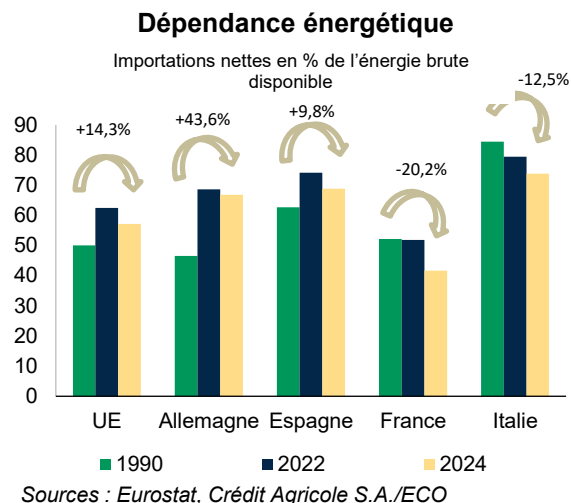


Des profils nationaux contrastés, entre dépendance et diversification

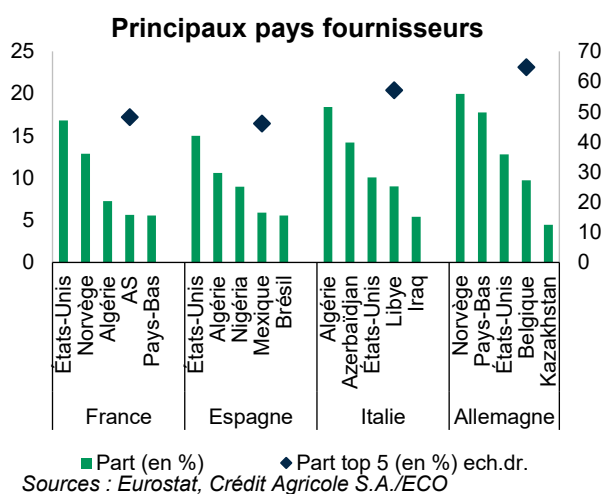
En 2025, les principaux fournisseurs de l'UE pour le gaz naturel sont la Norvège (51,8% du volume, 52,1% du montant), l'Algérie (19,6% du volume et 17,4% du montant) et la Russie (10,2% du volume et 10,4% du montant). Les produits pétroliers proviennent des États-Unis (14,6% du volume, 15,1% du montant), de Norvège (12,8% et 14,4%) et du Kazakhstan (12,8% et 12,7%). Le charbon provient principalement d'Australie (31,7% du volume, 37,3% du montant), des États-Unis (29,6% et 32,6%) et de la Colombie (14,5% et 9,3%). Pour le gaz naturel liquéfié, l'UE est particulièrement dépendante des États-Unis (55,2% et 56%).

Or, **cette situation de dépendance cache en réalité une multitude de situations selon les pays et les énergies importées**. Ainsi, la France et l'Italie s'affirment comme des moteurs de l'indépendance énergétique et sont parvenues à réduire leur dépendance malgré la crise de 2022 : la France l'avait réduite de 0,7% entre 1990 et 2022, une tendance qui s'est fortement accélérée entre 2022 et 2024 (-19,6%), soit une baisse totale sur la

période de 20,2%. L'Italie, de son côté, est sur une pente plus régulière : -5,8% (1990 - 2022), -7,1% (2022 - 2024), soit une baisse de 12,5% sur la période. À l'inverse, les autres principaux pays de l'UE réussissent à diminuer leur dépendance depuis 2022 (-2,7% pour l'Allemagne, -7,2% pour l'Espagne, -8,5% pour la moyenne de l'UE), après l'avoir vu augmenter entre 1990 et 2022 (respectivement +43,6 %, + 9,8 % et + 14,3 %).



De plus, **cette dépendance peut être renforcée par le choix du nombre de fournisseurs**. Ainsi, l'Allemagne est fortement exposée avec 65% de ses importations provenant de ses 5 principaux fournisseurs. Elle dépend en particulier de la Norvège (20%) et des Pays-Bas (17,8%). La France, au contraire, bénéficie d'un approvisionnement plus diversifié : en effet, à l'exception des États-Unis (16,8%) et de la Norvège (12,9%), ses importations sont plus variées et ses 5 principaux fournisseurs représentent moins de la moitié de ses importations (48,1%).

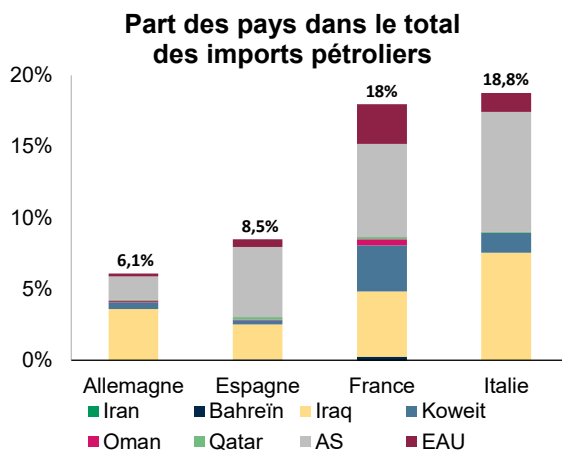


L'analyse croisée de ces deux indicateurs (concentration des fournisseurs et dépendance) met en évidence l'existence de plusieurs profils énergétiques caractéristiques pour les pays européens. La France se démarque comme le bon élève de l'UE, avec un indicateur de concentration

de ses fournisseurs relativement faible (14 fournisseurs effectifs) et une dépendance énergétique très faible (les combustibles nucléaires n'étant pas décomptés dans les importations énergétiques). L'Espagne et l'Italie (ainsi que les Pays-Bas) forment le groupe des pays fortement dépendants aux importations (dépendance supérieure à 70 %), mais dont le risque fournisseur est limité grâce à une diversification des sources, particulièrement importante pour l'Espagne avec 16 fournisseurs effectifs contre 12 pour l'Italie et les Pays-Bas. L'Espagne bénéficie également d'une répartition géographique de ses fournisseurs mieux distribuée que celle de l'Italie (dont 3 des 5 principaux fournisseurs sont au Moyen-Orient et peuvent être affectés par la situation géopolitique). Enfin, l'Allemagne et le Portugal font face à une situation risquée : forte dépendance (entre 65% et 70%) et une concentration élevée de leurs fournisseurs (respectivement 9 et 8 fournisseurs effectifs).

Le blocage du détroit d'Ormuz, révélateur des vulnérabilités européennes

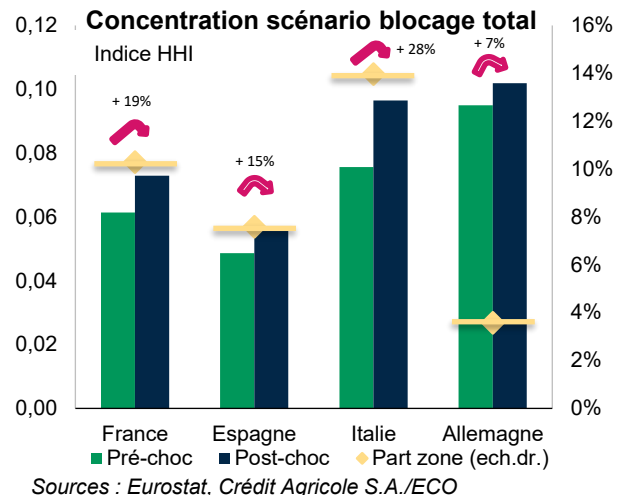
Depuis mars 2026, le blocage du détroit d'Ormuz met en lumière cette géométrie variable des dépendances, le Golfe arabo-persique pesant à hauteur de 6,1% des importations de pétrole et de produits pétroliers pour l'Allemagne, 8,5% pour l'Espagne, 18% pour la France et 18,8% pour l'Italie.



Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A./ECO

Or, dans un scénario extrême de blocage total du détroit et des exportations du Golfe arabo-persique pour le reste de l'année 2026, le niveau de dépendance des principaux pays de l'UE serait affecté de manière variable : l'indice de concentration normalisé des fournisseurs (Indice de Herfindahl-Hirschman, HHI normalisé¹) de

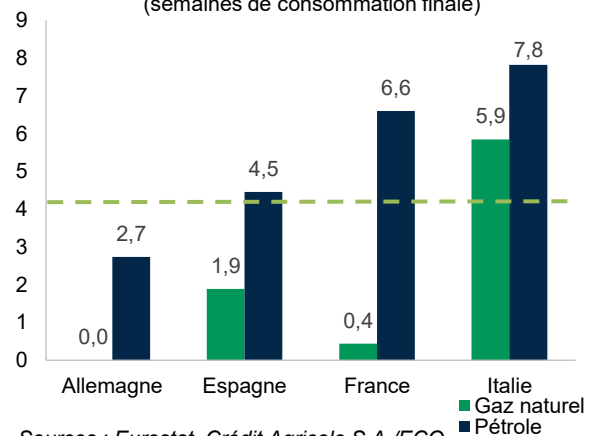
l'Allemagne n'augmente que de 7% contre 15% pour l'Espagne. La France voit son indice augmenter de 19%, mais reste sous le niveau de l'Allemagne et de l'Italie. Quant à l'Italie, elle paye le prix le plus fort avec une augmentation de 28% de son indice, signe d'une concentration plus forte de ses autres fournisseurs que la France.



Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A./ECO

Dans notre scénario, dont les hypothèses ont été arrêtées le 18 mars 2026, le blocage de la zone entraînerait des conséquences importantes pour l'Italie, la France et l'Espagne, privés de plus d'un mois de consommation finale en pétrole, tandis que l'Italie se verrait privée de près d'un mois et demi de consommation de gaz naturel.

Volume bloqué - scénario central (semaines de consommation finale)

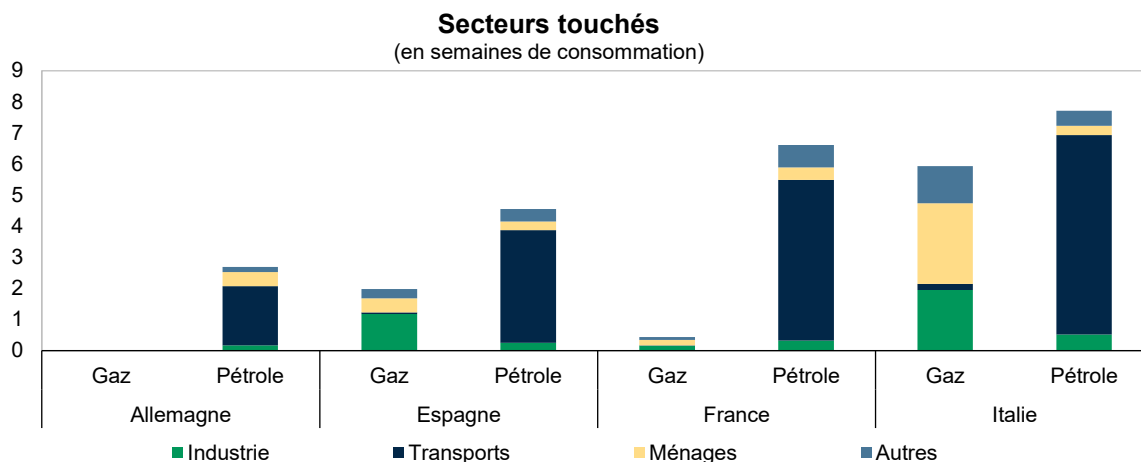


Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A./ECO

Dans ce scénario, le blocage du gaz est particulièrement préjudiciable pour les industries espagnoles et italiennes (respectivement 1,2 et 2 semaines de consommation en moins), ainsi que pour les ménages italiens (2,6 semaines). Cette baisse des importations de pétrole bloquerait majoritairement les transports, entre 1,9 semaine pour l'Allemagne et 6,4 semaines pour l'Italie.

¹ L'indice de Herfindahl-Hirschman (HHI) permet d'estimer la concentration d'un secteur économique à partir de

l'observation des parts de marché détenues par les différentes firmes qui le composent.



Sources : Eurostat, Crédit Agricole S.A./ECO

✓ Notre opinion – Après avoir réduit leur dépendance aux énergies fossiles russes, les pays européens ont diversifié leurs fournisseurs, bien qu'à des degrés différents. Cependant, leur forte dépendance aux importations de ces énergies les rend encore vulnérables. Si la baisse déjà engagée de la consommation constitue une première réponse, la diversification des sources d'énergie en représente une autre. Elle n'est cependant pas une panacée, ouvrant la voie à de nouvelles dépendances et vulnérabilités.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Avril 2026

[À consommer de préférence... rapidement](#)

Date	Titre	Thème
16/04/2026	France – Immobilier résidentiel : reprise confirmée dans l'ancien, réservations en berne dans le neuf promoteur	France, immobilier
13/04/2026	Immobilier commercial en France – Situation et perspectives au quatrième trimestre 2025	France, immobilier
10/04/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
10/04/2026	Des revenus moins dynamiques, mais une consommation soutenue par l'épargne en 2025	Allemagne
09/04/2026	Royaume-Uni – Guerre au Moyen-Orient : premiers impacts sur la confiance	Royaume-Uni
08/04/2026	Technologies – Record triennal dans la cybersécurité	Tech-média-télécom
07/04/2026	Stablecoins ou le retour des chats sauvages	Fintech
03/04/2026	Monde – Scénario 2026-2027 : à consommer de préférence... Rapidement	Monde
02/04/2026	Scénario 2026-2027 – Italie : Prise en tenaille dans un contexte géopolitique volatil	Italie
02/04/2026	Scénario 2026-2027 – Espagne : entre ralentissement global et soutien domestique	Espagne
02/04/2026	Scénario 2026-2027 – France : la croissance affaiblie par la hausse des prix de l'énergie et le regain d'incertitude	France
01/04/2026	Binance, l'affaire du bout du monde	Fintech
01/04/2026	Panorama macro-bancaire du quatrième trimestre 2025	Banque, europe

Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavena NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géo-économie :

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LBOUGRE (coordination scénario), Jorge APARICIO LOPEZ

Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne : Laure DE NERVO, Morgane ABBAS

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : Datalab ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Sophie GAUBERT

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.